

# au coeur de la...



## Faire front commun

*Quinze ans après l'incendie qui a brutalement stoppé l'activité de **Stocamine**, des militants se sont retrouvés devant le site d'enfouissement, pour demander **la sortie de tous les déchets** stockés à 500 mètres de profondeur, dans une ancienne mine de potasse.*

Et s'il s'agissait d'un symbole pour la cause de l'Alsace ?

Semblant tous aller dans la même direction, des représentants de différentes collectivités locales, et de plusieurs couleurs politiques, se sont engagés contre ce qu'ils appellent « **le diktat parisien** ». En un mot, ils dénoncent l'arrêté pris en mars par le préfet du Haut-Rhin, qui confirme certes que la majorité des déchets contenant du mercure seront remontés à la surface, mais surtout que plus de 40 000 tonnes d'autres déchets toxiques resteront enfouis dans l'ancienne mine. Interpellé par le conseil départemental du Haut-Rhin, le ministre de la Transition écologique Nicolas Hulot a récemment donné raison au préfet (voir notre précédente édition).

«**La position unanime des élus pour renoncer à l'enfouissement et continuer le retrait des**

**déchets a été balayé d'un revers de main par la technocratie administrative de l'Etat»,** soupire Roland Dubel, du syndicat CFTC. **«On voit bien que les ministres se suivent, mais au final, ce sont toujours les mêmes conseillers qui décident en coulisses»,** enchaîne Yann Flory, porte-parole du collectif Destocamine, à l'origine de ce rassemblement pacifique, auquel ont participé une centaine de militants samedi dernier. Si rien ne change, tous craignent, à terme, une pollution de la nappe phréatique.

Sollicité par le collectif, l'avocat François Zind a d'abord rappelé le recours déposé en juillet devant le tribunal administratif.

Dans son sillage, de nombreux responsables politiques et élus locaux ont pris la parole pour demander que l'ensemble des déchets soit remonté à la surface.

C'est le cas du maire de Wittenheim Antoine Homé,  
du conseiller départemental Pierre Vogt et  
du conseiller régional Jean-Paul Omeyer.

Sollicité par la CFTC, le député Raphaël Schellenberger a confirmé qu'il demanderait la création d'une commission d'enquête parlementaire sur la situation du dossier Stocamine.

Après avoir rappelé sa position **«en faveur du déstockage total»**, le maire de Wittelsheim Yves Goepfert a lancé un appel en faveur d'un front uni pour revenir sur la décision préfectorale.

Bref, voilà bien une thématique qui semble faire presque l'unanimité contre elle. En tout cas, côté alsacien.

G. T.

17 septembre 2017